

ARGUMENTAIRE

NON au chaos dans les soins :
L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » est
dangereuse pour notre système de santé.

CHAOS DANS LES SOINS

NON

14 JUIN

NON au chaos dans les soins : l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » met en péril notre système de santé

L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » (initiative du chaos) représente un danger pour les patientes et les patients. Son acceptation entraînerait une dégradation de la prise en charge, des délais d'attente plus longs et des coûts plus élevés.

En quoi consiste l'initiative ?

L'initiative vise à limiter la population résidante permanente de la Suisse à dix millions de personnes. Si ce seuil est dépassé, l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne devrait être dénoncé.

Avec la dénonciation de la libre circulation, les autres accords des Bilatérales I deviennent automatiquement caducs en raison de la « clause guillotine ».

Cela aurait des conséquences immédiates pour le secteur de la santé, qui dépend du recrutement rapide et non bureaucratique de personnel qualifié en provenance de l'UE et de l'AELE. Un plafonnement rigide de l'immigration conduirait à une réduction des prises en charge médicales et des pénuries de soins.



NON au chaos dans les soins

Le plafonnement de la population crée des lacunes dans l'offre de soins

La population suisse vieillit continuellement. Cela signifie qu'il y a toujours plus de personnes retraitées alors que la population active diminue. Or les personnes âgées ont davantage recours aux soins et aux prestations médicales. Si moins de travailleurs entrent sur le marché du travail parce qu'ils ne peuvent plus être recrutés à l'étranger, des pénuries dans l'offre de soins en seront la conséquence.

Des délais d'attente plus longs pour les patientes et les patients

L'initiative exige la dénonciation de la libre circulation des personnes dès que le seuil des 10 millions est dépassé. Que se passerait-il alors ? La demande de prestations médicales continuerait d'augmenter, tandis que l'offre de main-d'œuvre serait plafonnée. Concrètement, des services entiers dans les hôpitaux, les cabinets médicaux, les EMS et les organisations d'aide et de soins à domicile devront fermer des unités ou réduire leurs prestations faute de personnel. Les temps d'attente augmenteront dans tous les domaines de la santé.

La pénurie de personnel met en danger la sécurité des patientes et des patients

Lorsque des médecins et des infirmières et infirmiers qualifiés manquent, la charge pesant sur le personnel en place augmente nettement. Cela a des effets directs sur la qualité des soins et sur la sécurité des patients. Si les équipes ne peuvent plus être suffisamment dotées, la situation devient dangereuse. Des études montrent un lien entre le manque de personnel et une hausse du risque de mortalité, en particulier dans les situations d'urgence.

Des coûts plus élevés pour les payeurs de primes

La dénonciation de la libre circulation des personnes compliquerait fortement les recrutements en Suisse. Les embauches prendraient plus de temps. La charge administrative pour les organisations de santé augmenterait. Les coûts de recrutement du personnel grimperaient. Cela pousserait indirectement les coûts de la santé encore plus à la hausse. En outre, sans immigration sur le marché du travail, les assureurs-maladie perdraient les « bons risques », c'est-à-dire les personnes généralement en bonne santé qui financent les personnes malades, le plus souvent plus âgées. Cela ferait aussi augmenter davantage les primes.

Les régions frontalières sont particulièrement menacées

Le danger est particulièrement aigu dans les régions frontalières suisses, fortement liées aux régions voisines. Dans la région lémanique, plus de la moitié du personnel soignant dispose d'un diplôme étranger. À Bâle, environ 40 % de l'ensemble du personnel hospitalier possède un passeport de l'UE. Au Tessin, près de 70 % des médecins hospitaliers ont obtenu leur diplôme à l'étranger. Sans ces professionnels, le système ne serait tout simplement pas viable.

La lutte pour les contingents désavantagerait les régions rurales

La suppression de la libre circulation des personnes signifierait un retour aux contingents étatiques. L'État déciderait qui est autorisé à engager du personnel qualifié étranger. Cela entraînerait une lutte bureaucratique de répartition entre cantons, régions, branches et, au bout du compte, entre les organisations elles-mêmes. Les petites structures et, en particulier les régions rurales, seraient désavantagées par rapport aux grands centres

Chiffres clés

- **43 % du corps médical** a étudié à l'étranger. Parmi les titres de spécialiste obtenus en 2025, 52 % des diplômes provenaient même de l'étranger.
- **Plus de 50 % du personnel soignant** des hôpitaux de la région lémanique dispose d'un diplôme étranger.
- **Près de 40 % du personnel** de l'Hôpital universitaire de Bâle provient de l'espace UE.
- **Près de 70 % des médecins** travaillant dans les hôpitaux tessinois ont obtenu leur diplôme à l'étranger.
- **Environ 30 % des personnes employées** dans le secteur de la santé tessinois sont des travailleurs frontaliers.
- En Angleterre, **1 485 décès supplémentaires par an** ont été observés en raison du manque de personnel infirmier qualifié issu de l'UE après le Brexit.

En conclusion

Un plafond démographique rigide crée des pénuries dangereuses dans l'offre de soins. Les patientes et les patients en Suisse en feraient les frais. Les organisations suisses du secteur de la santé rejettent fermement l'initiative de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions » (initiative du chaos).

NON au chaos dans les soins

le 14 juin 2026!

